

Tribune – De Bolbec à la France : contre la banalisation des discriminations, tenons le pari républicain

(Proposée par Rachid Chebli, enseignant, écrivain et conseiller municipal de Bolbec, Seine-Maritime)

Conseiller municipal de Bolbec depuis 2001, j'ai annoncé, les 5 et 6 septembre derniers, ma candidature pour les prochaines élections municipales de 2026. Très vite — tels des champignons vénéneux — des attaques ont poussé sur les réseaux sociaux, ciblant non pas mon programme ou mon bilan, mais mon prénom. Comme si un prénom à consonance arabe suffisait à invalider toute légitimité politique. Ce n'est ni un incident isolé, ni une simple dérive du web. C'est le symptôme d'un climat qui se dégrade, où les discriminations et les violences verbales se banalisent, y compris dans l'espace civique. J'aurais pu m'en tenir là. J'aurais pu me replier sur moi-même. J'aurais même pu me retirer de mon engagement politique. Mais ce que j'ai vécu, d'autres le vivent chaque jour, souvent dans le silence. C'est pourquoi je prends ici la parole, non pour me plaindre ou me lamenter sur mon sort, mais pour alerter — et pour agir, surtout.

Quand le rire blesse une ville... et prépare l'insulte de son élu

Il y a quelques mois, une personnalité invitée dans une émission télévisée de grande écoute a qualifié les habitants de Bolbec de « consanguins ». Loin de réagir, les chroniqueurs présents sur le plateau ont ri pour mieux encourager l'avanie. Ce mépris télévisé, diffusé en prime time, n'est pas sans conséquence : il humilie une ville entière et alimente l'idée que certaines populations peuvent être moquées impunément. Ce que j'ai entendu sur les réseaux à l'annonce de ma candidature procède du même mécanisme : réduire un individu à son origine supposée, nier sa citoyenneté pleine et entière, disqualifier sa parole publique. Ces attaques ne sont pas seulement violentes ; elles sont aussi révélatrices d'une fracture démocratique.

La République n'est pas neutre

La France n'est pas un pays intrinsèquement raciste. Mais les actes à caractère raciste ou discriminatoire augmentent, comme le montrent les chiffres du ministère de l'Intérieur. Ces comportements, souvent sous-déclarés, minent la confiance civique. Ils disent à une mère que le port du voile la rend suspecte, à un adolescent que son prénom décidera de son avenir, à un candidat que sa différence restera un stigmate. Or, notre République interdit ces discriminations. Elle dispose d'un arsenal juridique solide : la provocation à la haine, l'injure raciste, la diffamation, la discrimination à l'emploi ou au logement sont des délits. Ce qu'il manque, ce n'est pas la loi, mais sa pleine application. Ce qui fait défaut, c'est une volonté politique partagée d'en finir tout à fait avec cette banalisation.

Trois engagements pour les municipales

C'est pourquoi je propose que, dès à présent, les candidates et candidats aux prochaines élections municipales s'engagent à respecter un pacte local de dignité républicaine, fondé sur trois piliers :

1- Tolérance zéro face aux propos discriminatoires.

Tout discours haineux ou stigmatisant, qu'il soit proféré en réunion publique, sur les réseaux ou sur les stands de campagne, doit être immédiatement condamné et faire l'objet d'un signalement.

2- Protection des élus, des agents et des candidats.

Aucune campagne ne justifie les menaces anonymes. Nous devons travailler avec les services de l'État pour sécuriser l'espace démocratique local.

3- Éducation citoyenne sur le terrain.

Il faut soutenir, dans les écoles, les clubs sportifs ou les médiathèques, des actions d'éducation aux médias, de lutte contre les préjugés, et de sensibilisation au droit.

Il ne s'agit pas d'un luxe moral, mais d'une urgence civique. Car c'est à l'échelle de la commune que la République prend forme : dans la rue, dans les classes, sur les terrains de sport.

Ces engagements sont au cœur de la **Charte de dignité républicaine** que je propose aux candidates et candidats de signer dès maintenant (document joint à cette tribune).

Ce que disent les vies ordinaires

Je parle ici en tant qu'écrivain, mais aussi comme professeur, père de famille, et arbitre officiel de football amateur. Sur un terrain, l'adjectif « sale » accolé à un substantif peut marquer un gamin à vie. Dans une salle des profs, un collègue hésite à dénoncer une injustice de peur de « faire des vagues ». Dans un conseil municipal, le silence est parfois la voie la plus facile. Mais le rôle d'un élu, ce n'est pas d'éviter les vagues. C'est de nommer les choses quand elles abîment le lien républicain. « *Ne pas nommer les choses, c'est nier notre humanité* », disait Camus.

« **Ce qui constitue la vraie démocratie, ce n'est pas de reconnaître des égaux, mais d'en faire.** » — **Léon Gambetta**. Ce rappel n'a rien perdu de sa force. Il nous oblige : la République n'est pas un héritage passif, mais un combat actif — un chantier de justice à reprendre chaque jour, sur le terrain, dans les écoles, les institutions, les discours et les actes.

Cinq chantiers pour reconstruire

À l'échelle nationale, je plaide pour une action publique renforcée autour de cinq axes :

- 1- Généraliser les tests de discrimination (emploi, logement, services) et publier les résultats.**
- 2- Multiplier les points d'accès au droit, y compris via des permanences mobiles dans les communes.**
- 3- Former à l'accueil non-discriminatoire dans les guichets, les cabinets médicaux, les entreprises.**
- 4- Responsabiliser les grands médias et plateformes numériques : le débat sur l'identité ne doit pas être un prétexte à la provocation.**
- 5- Valoriser les parcours républicains : montrer ce que l'école, la mixité, le service public permettent de construire.**

Pour que l'élu soit l'élu de tous

Dans mon cinquième livre [Le Pari républicain](#)¹, je raconte mes débuts en politique à Bolbec en 2001. Déjà à l'époque, certains contestaient ma présence sur une liste à cause de mes origines. Un quart de siècle plus tard, les attaques n'ont pas cessé, au contraire, elles font florès ; pire : la parole se libère. Mais je refuse d'y répondre par le repli ou le communautarisme. Je ne serai pas l'élu des seuls Mohamed ou de Fatoumata — ce serait trahir l'idéal républicain. Je veux être l'élu de Christiane, de Simon, de tout un territoire. C'est cela, le pari républicain : refuser l'assignation, refuser la haine, et choisir l'égalité. Mais ce combat ne peut pas reposer sur les épaules uniques de ceux qu'on attaque. Il doit devenir l'affaire de tous.

Alors je l'affirme aujourd'hui : je mènerai une campagne digne, résolument républicaine, sans jamais céder sur l'égalité. Et je demande à toutes celles et tous ceux qui aspirent à cette égalité — candidates, candidats, élues, élus, enseignantes, enseignants, journalistes, citoyennes et citoyens — d'en faire autant.

Car la dignité n'est pas négociable. Pas plus à Bolbec qu'à Paris.

Rachid Chebli, élu de la République.

1 « Le Pari républicain », Rachid Chebli, Jacques Flament Éditions (JFE), 2016.